

Libération 20181218

https://www.liberation.fr/debats/2018/12/18/augmentations-des-frais-d-inscription-pour-les-etudiants-etrangers-la-france-a-contre-courant_1698536

Augmentations des frais d'inscription pour les étudiants étrangers : la France à contre-courant

Par [Pierre Clément, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Université de Rouen Normandie](#) — 18 décembre 2018 à 13:11 (mis à jour à 13:22)



Concours à la faculté de médecine de La Timone, à Marseille, en 2012. Photo Anne-Christine Poujoulat. AFP

Alors qu'aux Etats-Unis ou en Allemagne, des universités reviennent à la gratuité des études, la France emprunte une voie contraire qui risque de rendre les nouvelles générations esclaves de leurs emprunts.

Tribune. Le 16 août 2018, les étudiants de première année de médecine de la prestigieuse New York University (NYU) étaient rassemblés dans un amphithéâtre pour la cérémonie de bienvenue de la nouvelle promotion. Les places étaient chères : 55 000 dollars par an qu'ils s'étaient préparés à déboursier tant bien que mal, le plus souvent à l'aide d'importants crédits (l'endettement médian d'un étudiant fraîchement diplômé en médecine aux États-Unis est de 192 000 dollars...).

A lire aussi [Etudiants étrangers : raquer pour étudier autant](#)

A leur grande surprise, on leur annonça qu'à partir de maintenant, [les études en médecine à NYU seraient entièrement gratuites](#), pour les étudiantes et étudiants présents et futurs, quelle que soit l'année d'études. Les vidéos prises ont montré des jeunes en liesse, des rires et quelques pleurs de soulagement. L'administration de la faculté de médecine a justifié le passage à la gratuité en expliquant que les nouveaux diplômés ne se tournaient plus que vers les spécialités médicales les plus lucratives, condamnant des pans entiers, et pourtant indispensables, de la médecine. Le savoir et le progrès humain l'emportaient (enfin) sur le profit.

1,8 milliard de dons à l'université de Baltimore

Ce cas n'est pas isolé, même si c'est l'un des plus spectaculaires. Le 18 novembre, le [New York Times](#) annonçait que le milliardaire et ancien maire de New York, Michael Bloomberg, faisait un don de 1,8 milliard de dollars à l'université où il avait fait ses études, la non moins prestigieuse Johns-Hopkins de Baltimore. La condition de ce don, versé en une seule fois, était qu'il soit entièrement dédié à permettre aux étudiants de classes populaires et moyennes de s'acquitter de frais de scolarité réduits, voire nuls, afin que les revenus des parents ne soient plus un frein à la poursuite d'études supérieures.

La machine politico-administrative de l'enseignement supérieur français est généralement prompt à s'émerveiller de tout ce qui se fait aux Etats-Unis. Harvard et le MIT servent ainsi de modèle aux super-universités fusionnées imaginées sur un coin de table au ministère. Pourtant, le lendemain même de l'annonce du don fait à l'université Johns-Hopkins, le Premier ministre Edouard Philippe faisait le discours dans lequel il annonçait une stratégie radicalement opposée pour l'université française : le relèvement, dès 2019, des droits d'inscription pour tous les étudiants étrangers hors Union européenne à des niveaux – 2 800 euros par an en licence, 3 800 euros par an en master et en doctorat – qui sont certes bien moins élevés que ceux pratiqués jusqu'ici aux Etats-Unis, mais sont sans commune mesure avec la quasi-gratuité qui existe actuellement en France.

Les observateurs n'ont pas manqué de relever l'ironie d'une réforme censée renforcer l'attractivité des campus français en les rendant plus chers. Serait-ce une dynamique proprement européenne ? Le fait qu'elle s'appliquerait aux seuls étrangers «non-communautaires» pourrait le laisser penser. Cependant, l'exemple de l'Allemagne suffit à l'infirmier. Outre-Rhin, la quasi-totalité des Länder ont aboli depuis 2014 les frais de scolarité dans les universités publiques, [pour les étudiants allemands comme étrangers](#). Remarquons que le pays qui a le plus augmenté ses droits d'inscription universitaires est celui qui quitte l'Union européenne au printemps : le Royaume-Uni.

L'explication de cette décision politique est plutôt à trouver du côté des théories économiques qui inspirent le premier cercle des conseillers d'Emmanuel Macron. On a beaucoup parlé de la note de l'économiste Robert Gary-Bobo, fuitée par les «MacronsLeaks» dans les derniers jours de la campagne 2017, qui préconisait une hausse généralisée des frais d'inscription à l'université, opérée en partenariat avec les banques qui offriraient de nouvelles formules de crédit...

On sait moins que, [dans un mail de février 2017](#) également révélé à cette occasion, l'inspecteur général Jean-Pierre Korolitski prétendait savoir que *«le problème de frais d'inscription trop faibles à l'université, c'est que cela fait douter les étrangers de la qualité même du système français : il y a un vrai "signal-prix" sur la qualité»*. Selon cette théorie cynique, augmenter les frais d'inscription permettrait ainsi de donner l'illusion que la formation dispensée est de meilleure qualité – sans modifier l'offre, et même en gagnant de l'argent au passage. Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve fin 2017 le même Jean-Pierre Korolistki [en charge d'une mission sur «l'expérimentation et l'innovation»](#) dans la gouvernance des universités, pour le compte de la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal.

Une réforme menée pas à pas ?

L'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers est un ballon d'essai. Comme le préconisait l'ex-conseiller économique du président, Philippe Aghion, dans son rapport de 2004 sur l'éducation et la croissance : *«Pour éviter de se heurter à un front de résistance interne et externe qui conduirait à l'échec, la réforme doit être menée pas à pas, sans proclamation tonitruante.»* Si la réforme des étudiants étrangers passe sans heurt, il sera alors temps de l'étendre à certains masters, puis certaines licences. Nous ne sommes qu'à quelques encablures d'une «société des investis» comme celle décrite par le philosophe Michel Feher aux Etats-Unis, où les nouvelles générations deviennent des esclaves du crédit qu'elles contractent. C'est l'ampleur de la contestation face à la réforme qui touche les étudiants étrangers qui déterminera si la France persistera dans une voie contraire au sens de l'histoire.

Pierre Clément est le co-auteur de *Arrêtons les frais ! Pour un enseignement supérieur gratuit et émancipateur*, Paris, Raisons d'Agir, 2015.